

FRANCO ET OPUS DEI CONTRE UNIVERSITE

de la sécurité des mineurs dans les puits. De même Louis Dupont s'attachait sur les fonds mis à la disposition des comités d'entreprise : 3 % de la totalité des salaires et traitements ; mais pour quoi faire ? Pour s'occuper des œuvres sociales, évidemment !

On le voit, les députés du PCF ne firent rien pour sortir les comités d'entreprise de leur rôle habituel, à savoir la gestion des bonnes œuvres. Fallait-il hurler, comme l'a fait « Informations ouvrières », que l'abstention des députés du PCF à l'égard du projet gouvernemental « n'a d'autre signification que la tentative de cacher devant les ouvriers un accord avec le gouvernement » ? Les auteurs de cette tirade sont habituellement des anti-CFDT ; mais aujourd'hui, ils se retrouvent dans un front qui passe par l'Express et Descamp pour crier au « gaullisme de fait » du PCF. Il est peu probable qu'une critique de ce genre puisse convaincre les militants du Parti communiste.

Contrairement à ces violentes critiques nous défendons l'idée que l'action dans les comités d'entreprise et pour l'élargissement de leurs compétences permet de poser les problèmes du contrôle ouvrier (1). Bien entendu, la lutte pour cet élargissement des prérogatives des comités d'entreprises ne doit pas se limiter au domaine de la gestion des bonnes œuvres sociales.

Il est vrai qu'une réforme radicale ne pourra partir de l'Assemblée nationale ou du Conseil économique et social. Les comités d'entreprise sont une conquête ouvrière, et c'est en tant que tels qu'ils doivent être défendus contre les attaques patronales ; en tant qu'ils sont une plateforme pour la transition vers le contrôle ouvrier sur la production, ils doivent faire l'objet de revendications tendant à abolir totalement le secret, à en faire de cette manière pour les militants un lieu de prise de conscience de l'exploitation et à les transformer en véritables instruments de la lutte anticapitaliste.

A. VALLON.

(1) Voir l'Internationale, N°s 32 et 33 d'avril et mai 1965.

LES CADRES ATTEINTS PAR LES LICENCIEMENTS

C'est une pratique devenue courante dans la société moderne que l'on s'adresse en particulier aux cadres. Tout le monde veut obtenir la sympathie de cette couche de salariés : on leur propose des logements de grand standing (à dix minutes des Champs-Élysées) ; « l'Express » trouve 60 % de cadres parmi ses lecteurs et Laffont lance des blouses ultra-chic pour que ces messieurs soient élégants pendant leur travail.

Mais en tant que salariés, les cadres subissent plus ou moins durement les lois de l'économie capitaliste. Ils n'ont pas tous de très hauts salaires et, progressivement, ils comprennent les effets d'une récession économique sérieuse, notamment dans le domaine de l'emploi.

Dernièrement, un certain nombre de cadres étaient licenciés dans la région lyonnaise : la presse soulignait l'événement en faisant remarquer que c'était la première fois qu'un nombre important de cadres était touché. Plus récemment, c'est une filiale de la CSF, à Grenoble, qui licenciait des techniciens et des cadres, « par suite d'un marché défavorable » dans le domaine des semi-conducteurs. Peu préparés à des situations de ce genre, les cadres tentent parfois d'intervenir. C'est ainsi qu'aux Camions Bernard, à Bagneux, ils se sont associés à l'étude d'un plan de fabrication qui permettait d'usiner plus « rentablement » qu'aux USA des pièces de camions Mack. Ainsi espéraient-ils maintenir la totalité du personnel dans cette usine déjà secouée par une vague de licenciements. Mais la direction nouvellement américaine n'a pas été émue par ces soucis de « rentabilité » et d'emploi. Elle a fait savoir sa décision de mettre dehors une bonne centaine de salariés cette année encore.

Tout montre donc que si les patrons se servent des cadres comme de bras droits, ils savent fort bien procéder à des amputations. C'est dans ces conditions que l'U.G.I.C. (1) risque fort d'être très en retard sur le niveau de conscience réel d'un certain nombre de cadres, notamment ceux qui touchent les salaires les plus bas. Après avoir passé de la pommade sur les petites douleurs de cette couche de salariés, après avoir proposé un programme revendicatif propre à consacrer les privilèges dont jouissent certains d'entre eux, le nouveau syndicat des cadres n'a pour autant apporté aucune solution aux problèmes qui sont posés à ces salariés à demi privilégiés : à demi parce qu'ils sont de plus en plus soumis aux variations de la conjoncture économique ; à demi parce

L'EXCLUSION à vie de l'Université des professeurs Tierno Galvan, Aranguren et Garcia Calvo et la suspension pour deux ans des professeurs Aguilar Navarro et Montera Diaz, a surpris nombre d'observateurs par sa sévérité. On peut logiquement s'interroger sur la signification d'une telle mesure prise à l'encontre de professeurs accusés d'avoir soutenu les revendications des étudiants. Pour trouver une réponse approximative il faut tenir compte des zigzags de la politique répressive du régime franquiste. En effet, si depuis quelques années une tendance à l'adoucissement des mesures répressives se fait indubitablement sentir, des brusques coups de frein, des volte-face et des contradictions flagrantes accompagnent la lente et timide « libéralisation » en ce domaine. Tous les militants espagnols connaissent ces contradictions de la politique répressive franquiste. Les exemples abondent : des étudiants arrêtés distribuant des tracts, reconnus membres du P.O. et pourtant acquittés, comme cela arriva à Barcelone l'été dernier, alors que d'autres étudiants accusés des mêmes « délits » se voyaient condamnés à des peines variant de deux à six années de prison, souvent plus.

On met parfois cette... incohérence sur le compte des frictions et des luttes au sein du régime entre « durs » et « libéraux ». Il est certain qu'une divergence de vues existe au sein des sphères dirigeantes du régime, moins d'ailleurs sur la ligne générale que sur les méthodes et surtout sur le rythme d'application de cette ligne, et donc sur le maintien ou non de la politique de la « mano dura » qui fut la règle d'or pendant plus de vingt ans. Dans le cas qui nous occupe, la sévérité et l'incohérence ont également triomphé.

qu'ils ne sont pas tous privilégiés et que les plus défavorisés ne disposent pas d'une organisation pour la lutte revendicative.

Le mythe des cadres est vivace, et il faudra sans doute encore beaucoup d'expériences et de coups durs pour qu'il disparaisse ; mais il faudra surtout que les cadres techniques rompent leur isolement et comprennent que leurs intérêts et ceux des ouvriers ne s'opposent pas et que leurs luttes doivent être communes.

J. P.

(1) Union générale des ingénieurs et cadres. Voir « l'Internationale » n° 34, juin 65.

En Grèce, la défaite n'est qu'une étape

La crise grecque est loin d'être dénouée, mais une étape vient d'être franchie qui s'est terminée à l'avantage de la réaction. Après deux tentatives infructueuses le roi a pu constituer un ministère Stephanopoulos qui a obtenu l'investiture du Parlement avec quatre voix de majorité.

On sait comment fut acquise une telle majorité. En offrant des portefeuilles ministériels à certains, en assurant de sérieuses rentes à d'autres, le parti du Centre de Papandreu a été grignoté au cours de soixante-dix jours de crise. La corruption est une constante de la vie politique de la péninsule hellénique, et si c'est le cas aussi pour d'autres pays, la Grèce manifeste en ce domaine un remarquable mépris des apparences. Il n'en reste pas moins qu'il faut poser la question : pourquoi les manœuvres de la Cour et des cercles capitalistes liés à elle ont-ils pu réussir si vite ?

Chacun savait que plus d'un député avait opposé une résistance à la « Circé du palais » (pour reprendre une expression de Papandreu) par crainte des masses populaires, des manifestations de rues à Athènes et du vote des paysans en cas de nouvelles élections. Mais d'une part cette crainte s'est, avec le temps, dissipée chez certains. D'autre part, les équipes qui avaient été désignées par le roi pendant l'interim et qui n'obtinrent pas la confiance du Parlement ne restèrent pas inactives en attendant le vote de celui-ci : elles procédèrent à des « épurations » de l'armée et de l'administration. Ainsi les forces de l'ordre ont-elles été mises en état de mieux intervenir.

Le nouveau remaniement ministériel intervenu cet été aura également été, pour certains, une désillusion. Ils espéraient un pas en avant dans la politique dite de « libéralisation » et, concrètement, la séparation des pouvoirs de Chef de l'Etat et chef du gouvernement, dont on parle depuis longtemps et qui devrait constituer une première étape vers l'effacement progressif du général Franco.

Rien de tel est arrivé et le gouvernement actuel est, semble-t-il, un des plus homogènes que l'Espagne ait connu. La place de l'Opus Dei en son sein est très largement prépondérante. Le régime semble jouer son va-tout sur la nouvelle politique économique : l'industrialisation, la modernisation de l'équipement, l'intégration de plus en plus poussée au capitalisme international, etc.

Il en est qui voient une contradiction flagrante entre cette politique d'expansion économique (à l'échelle espagnole) et la place prépondérante de l'Opus Dei au sein du gouvernement. Mais c'est qu'ils prennent ou feignent de prendre l'Opus Dei pour on ne sait quelle mafia féodale, totalement incapable de prendre en main les leviers de commande d'une économie moderne, ou d'une « modernisation » de l'économie. C'est là une grave erreur, car si les hommes de l'Opus Dei sont assis dans les fauteuils ministériels, ce n'est pas en tant que représentants d'une secte catholique intégriste, mais bien en tant que représentants des grandes Banques et des grandes sociétés capitalistes, très directement intéressées à cette politique néo-capitaliste. Ce sont en quelque sorte les grands technocrates de l'Espagne actuelle. Un fait est symptomatique : l'honorable Laureano Lopez Rodo, qui était commissaire au Plan de développement est devenu, dans l'actuel gouvernement, ministre sans portefeuille, chargé de superviser tous les ministères économiques et bien sûr, le Plan lui-même. Don Laureano — comme on l'appelle — est membre de l'Opus Dei, bien entendu. Mais cela fait plus de dix ans que l'Opus Dei avec un sens aigu des intérêts du grand capital espagnol, prépare ses hommes pour la grande tâche de la transformation économique de l'Espagne, transformation qui s'accompagnera sans doute d'une certaine « libéralisation » très contrôlée, excessivement modérée, dirigée d'en haut, de façon autoritaire et technocratique. Contre les désordres et les troubles, ces messieurs sont fort capables de sévir avec autant ou plus de sévérité que quiconque. Pourtant, une nouvelle contradiction apparente de la situation actuelle, les étudiants des Universités de l'Opus Dei — il y en a plusieurs en Espagne — se sont solidarisés avec leurs camarades dans la lutte contre le SEU. N'avaient-ils pas déjà pris position dans leurs revues en faveur de la liberté syndicale pour les ouvriers ? Cela

non plus ne peut pas s'expliquer si on ne tient pas compte de la dynamique actuelle des changements intervenus dans le domaine économique et de ce que les « syndicats », tant étudiants qu'ouvriers sont encore dirigés par la bureaucratie phalangiste, résidu inutile aujourd'hui pour le capitalisme espagnol, et que l'Opus Dei veut balayer.

En ce qui concerne les professeurs exclus à vie de l'Université, il faudrait aussi tenir compte du fait qu'ils ont pour la plupart attaqué très violemment et publiquement l'Opus Dei.

En tout état de cause, on peut dire, néanmoins, que cette exclusion... tombe à pic pour la carrière politique d'un Tierno Galvan, leader socialiste ultra modéré, des Aguilar Navarro et Araguren, leaders démocrate-chrétiens de « gauche », ou pour un Montera Diaz, qui doit faire oublier son passé phalangiste... Quant à Garcia Calvo, c'est un cas à part, ne faisant partie, semble-t-il, d'aucun groupement politique) il a défendu les étudiants plus courageusement que ses collègues, tout simplement semble-t-il parce qu'il considérait que leurs revendications étaient justes. Objectivement et sans entrer dans l'analyse des motifs personnels de la bonne volonté ou du calcul des uns ou des autres, la bourgeoisie espagnole a besoin — en cas de coup dur — d'avoir sous la main des équipes de rechange pour continuer sa domination et sa politique en... changeant de gouvernement. Or, l'immense majorité des nouveaux opposants qu'ils aient « l'étiquette » socialiste, démocrate-chrétienne ou libérale, était franquiste il n'y a pas si longtemps. Quelle meilleure façon de faire oublier ce passé et de se refaire une virginité politique, que d'être poursuivi par le régime aujourd'hui ? Et, en fin de compte, en quoi d'essentiel diffère le programme de cette nouvelle opposition bourgeoise de celui qu'applique l'Opus Dei ? Pratiquement cette différence peut se résumer en ceci : l'opposition bourgeoise veut une plus grande liberté d'expression et de mouvement... pour elle-même. Et suivant l'exemple des « grandes démocraties occidentales » qu'elle aime à citer, la possibilité pour cette opposition respectueuse de remplacer sans heurts le parti au pouvoir pour mieux servir les mêmes intérêts.

Ceci dit, on peut néanmoins se demander si le gouvernement n'a pas fait une gaffe en prenant ces mesures contre les professeurs. En effet, un mouvement de solidarité d'étudiants et professeurs semble inévitable. Déjà Valverde, Professeur à Barcelone, a démissionné en signe de solidarité, et les étudiants préparent pour la rentrée de grandes manifestations, en prenant comme prétexte lesdites mesures d'exclusion et de suspension.

Ramon VASQUEZ.

elles subissaient les conséquences de la défaite qui suivit la vague révolutionnaire de l'après-guerre. Les mouvements qui viennent d'avoir lieu mais n'ont pu trouver un débouché en raison de la politique de trahison des directions, ne se sont pas terminés par un écrasement. Les masses ont pu, au cours de ces luttes, prendre conscience de leurs forces. La campagne reste hostile au pouvoir actuel.

Il s'agit avant tout de tirer la leçon de l'expérience qui vient de se produire pour se mieux préparer pour les batailles de demain. Au cours de la crise de l'été 1965, à l'ancienne avant-garde trotskyste se sont joints des jeunes désireux de mener le combat engagé à son terme. Bien que l'emprise de la direction du PC ait été très grande, elle n'était plus aussi forte que par le passé. Il existe donc des conditions favorables pour que se rassemble une avant-garde révolutionnaire plus forte politiquement et organisationnellement en vue des luttes futures.

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

par Pierre FRANCK
une brochure de 32 pages

2 F
Commander à l'Internationale